

Document

Le système bancaire espagnol commence à se fissurer (12.05)

Le Monde – 11.05

L'Espagne commence à douter de la solidité de son système bancaire, certes sorti indemne de la crise internationale des subprimes - les crédits hypothécaires à risque - à l'automne 2008, mais que la récession espagnole commence à fissurer. Selon le rapport de stabilité financière de la Banque d'Espagne, publié début mai, les crédits douteux de l'ensemble du secteur - essentiellement liés à l'éclatement de la bulle immobilière - sont en forte augmentation, atteignant 73,9 milliards d'euros fin avril (soit un taux d'impayés de 4,1 %, quatre fois plus élevé qu'à la même époque de 2008). Selon certaines prévisions, ce taux pourrait dépasser 8 % à la fin de l'année, consommant la totalité des provisions "anticycliques", accumulées pendant les années de croissance.

Pour la première fois, la Banque d'Espagne met un bémol à la capacité de résistance du système financier dans son ensemble. Elle estime qu'"il existe des différences substantielles" entre les établissements. Si les mastodontes comme Santander et BBVA font bonne figure, les bénéfiques et la qualité du crédit des petites et moyennes entités se sont effondrés au premier trimestre.

"Tous les acteurs ne démontrent pas la même capacité à gérer un contexte complexe", écrit l'organisme de régulation, souhaitant une réduction d'urgence des coûts et un renforcement des fonds propres. L'avertissement vaut surtout pour les 45 caisses d'épargne du pays, dont les ratios de solvabilité sont très détériorés. "La vulnérabilité des caisses, due à leur dépendance à l'activité immobilière, requiert une surveillance étroite", a averti le Fonds monétaire international (FMI) dans un rapport du 22 avril.

Les caisses d'épargne, qui ont augmenté de 40 % en dix ans le nombre de leurs agences et de leurs employés, commencent à payer le prix d'une gestion souvent laxiste au cours des années d'expansion, et de décisions discutables dictées par les gouvernements régionaux qui les contrôlent. Fin mars, Madrid a dû se porter au secours de Caja Castilla-La Mancha (CCM), garantissant ses activités à hauteur de 9 milliards d'euros. La caisse avait prêté sans retenue aux promoteurs immobiliers et finançait divers projets régionaux qualifiés par la presse de "pharaoniques".

DÉCONFITURE

Ainsi, elle est actionnaire à 30 % de l'aéroport international Central Ciudad Real, une plate-forme privée située à 200 kilomètres de la capitale, censée concurrencer l'aéroport de Madrid-Bajaras. Inauguré fin 2008, cet équipement n'accueille pour l'instant que deux vols quotidiens. Pour le gouverneur de la Banque d'Espagne, Miguel Angel Fernandez Ordonez, la déconfiture de la CCM pourrait bien ne pas rester un cas unique "si la crise internationale se prolonge".

Le krach de la CCM, nécessitant un soutien financier de l'Etat de 9 milliards, a montré les limites du Fonds de garantie des dépôts actuel dont la dotation est de 7,5 milliards. Selon une étude du Crédit Suisse, la recapitalisation des caisses d'épargne espagnoles à cause de la seule crise immobilière nécessiterait l'injection de 60 milliards d'euros dans les deux ans. M. Fernandez Ordonez préconise de réformer leur statut afin de leur donner accès "aussi facilement que les banques" au marché financier pour augmenter leurs fonds propres.

Sur cette question, l'avis du banquier central et de la nouvelle ministre de l'économie, Elena Salgado, divergent. Les modalités du plan de restructuration des banques actuellement à l'étude entre le gouvernement et la Banque d'Espagne ne devraient pas être connues avant les élections européennes du 7 juin.